



L'Espagne doublera ses dépenses militaires

Par [Alejandro López](#)

Mondialisation.ca, 09 février 2018

wsws.org 8 février 2018

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Les dépenses de la défense vont doubler d'ici à 2024, a déclaré la ministre de la Défense, María Dolores de Cospedal, au Comité parlementaire espagnol de la défense. Le budget de la défense passera de 0,8% du PIB (8,7 milliards d'euros) à 1,53% (18,47 milliards d'euros).

Pour limiter l'opposition populaire à la guerre et la colère contre l'augmentation des dépenses militaires, alors que l'austérité décime les services publics et rend la vie plus précaire pour des millions de travailleurs et de jeunes, Cospedal refuse de publier la lettre adressée à l'OTAN. Elle a affirmé qu'une partie du contenu était classifiée.

L'ampleur réelle des dépenses militaires actuelles est aussi gardée secrète. Selon l'organisation pacifiste Centre Delàs d'Estudis per la Pau, toute une série de dépenses militaires sont exclues du budget de la défense. Si l'on inclut la sécurité sociale, les retraites et les assurances pour les militaires, les missions à l'étranger, les aides d'État à la recherche et au développement militaires dans les entreprises privées, le budget des gardes civils militarisés et les redevances de l'OTAN, les dépenses seraient de l'ordre de 18,8 milliards d'euros. D'ici à 2024, ce sera vraiment «le chiffre invraisemblable de 28 milliards d'euros par an», a déclaré le Centre.

L'augmentation des dépenses militaires de l'Espagne répond à l'accord conclu au sommet de l'OTAN en mai dernier, sous la pression intense de l'administration Trump, pour que tous les membres de l'OTAN augmentent les dépenses de défense d'ici 2024 à 2% de leur PIB.

Cospedal a admis que l'augmentation à 1,53% était en deçà de l'objectif de l'OTAN, mais a insisté sur le fait qu'elle «faciliterait la réalisation de cet horizon dans les années à venir» et qu'elle était conforme aux objectifs fixés par d'autres pays européens.

Une idée de l'ampleur de la mise à niveau et du renouvellement de l'armée peut être faite à partir de la liste des nouveaux équipements qui seront achetés. 348 nouveaux véhicules d'infanterie blindée Piranha 5, conçus pour le combat rapproché, cinq frégates F-110, quatre sous-marins S-80, trois avions de transport de ravitaillement en vol de carburant (MRTT), 23 hélicoptères NH-90, un véhicule aérien sans pilote Reaper (UAV) et un nouvel avion d'entraînement. En outre, l'armée va acquérir un nouveau système de Commandement et de Contrôle et rénover ses casernes, 17 hélicoptères Chinook seront modernisés, et l'Espagne financera le remplacement du chasseur F-18.

Cospedal a confirmé que les dépenses militaires dans la participation de l'Espagne à 17 missions militaires dans le monde l'année dernière étaient de 835 millions d'euros, soit 8,2% de plus que l'année précédente. L'Espagne participera à la coopération structurée permanente (PESCO) de l'Union européenne (UE) sur la sécurité et la défense et dirigera le

système de commandement et de contrôle pour les missions et opérations de l'UE. Le PESCO a été accepté en novembre dernier par 23 des 28 États membres de l'UE «pour développer conjointement les capacités de défense et les mettre à la disposition des opérations militaires de l'UE».

L'engagement de l'Espagne avec PESCO reflète la tentative de l'élite dirigeante en Espagne et en Europe de défendre leurs positions économiques et militaires vis-à-vis des concurrents actuels et potentiels, dans une situation menacée par le Brexit et la politique de l'«Amérique d'abord» de l'administration Trump.

Le gouvernement espagnol tente de surmonter la contradiction entre soutenir PESCO, dirigé par l'Allemagne, et l'OTAN, dirigée par les États-Unis, deux projets militaristes incompatibles à long terme. Cela a été reflété dans une résolution proposée par le gouvernement qui sera débattue lors d'une prochaine session parlementaire, qui appelle à améliorer les relations UE-É.-U. dans le domaine de la défense, tout en concluant que «nous Européens devons assumer plus que jamais la responsabilité de notre propre sécurité».

La croissance du militarisme espagnol, comme ailleurs dans le monde, est la réponse de la classe dirigeante à l'augmentation des inégalités, à l'aggravation de la crise économique et aux conflits croissants entre les grandes puissances. Son objectif, récemment exprimé dans la nouvelle Stratégie de sécurité nationale des États-Unis, est la conquête de nouvelles sphères d'influence, de marchés et de matières premières – surtout en conflit avec la Russie et la Chine – et de détourner les tensions sociales vers l'extérieur.

Le principal obstacle pour la classe dirigeante espagnole est l'hostilité traditionnelle de la population envers l'armée. Cela a été récemment révélé dans la tentative d'ouvrir un débat pour réimposer la conscription, à l'instar de la France sous le président Emmanuel Macron. Tous les principaux quotidiens ont publié des articles et des commentaires déplorant l'hostilité de la population à une telle mesure.

Le principal chercheur promilitariste du Real Instituto Elcano, Félix Arteaga, s'est plaint à *El Mundo*: «Soulever ici la conscription serait un suicide politique, d'abord parce qu'il n'y a pas de besoin militaire pour le justifier, et ensuite parce que le concept d'obligation n'est pas aimé par la société espagnole. Il n'y a pas de mentalité ou de culture d'identité nationale et, bien sûr, personne ne croit qu'on devrait donner sa vie pour défendre le pays.»

La capacité de l'élite dirigeante espagnole à poursuivre ses ambitions militaires est en grande partie due au rôle de Podemos, le parti de la pseudo-gauche, qui a été pratiquement silencieux sur ces développements ou bien les a ouvertement approuvés. Le mois dernier, Podemos a dissimulé une intervention espagnole accrue au Mali, où une «mission de formation» de l'UE se poursuit encore cinq ans après que des groupes djihadistes ont envahi le nord du pays en 2012, provoquant une vague de réfugiés, dont des milliers ont tenté de traverser la Méditerranée vers l'Europe, et beaucoup d'entre eux se sont noyés.

Le 24 janvier, Cospedal a comparu devant la Commission de défense pour obtenir l'autorisation tardive d'approuver la prise de contrôle de la mission par l'Espagne et l'envoi de plus de troupes le 9 janvier. Elle a averti la commission qu'une participation accrue à l'intervention de l'UE était «fondamentale» et que l'Afrique du Nord était «un endroit stratégique» pour l'Espagne.

Juan Antonio Delgado, le porte-parole de Podemos pour les affaires militaires, s'est plaint du

fait que Cospedal eût «enfreint la loi» en envoyant les troupes avant l'approbation parlementaire. Il a révélé: «J'étais au Mali il y a trois mois et j'ai appris que l'Espagne reprendrait l'opération», avant de demander à Cospedal: «Durant tout ce temps, n'a-t-on pas eu le temps de demander une autorisation?»

La question évidente est pourquoi Delgado lui-même n'a pas insisté sur la question... et quand est venu le vote [sur l'autorisation] à la commission il s'est simplement abstenu.

Le secrétaire général de Podemos, Pablo Iglesias, a été plus explicite: il a attaqué Cospedal de la droite après la mort d'un pilote tué dans un accident d'avion en octobre dernier. Il lui a dit: «Le patriotisme est la défense des droits des professionnels de nos forces armées. Il est honteux que dans ce pays, certains qui parlent de notre patrie ne respectent pas les droits des travailleurs qui sont là pour nous protéger tous et dont la vie ne peut être mise en danger.»

De telles déclarations prouvent que Podemos est un parti proguerre, se proposant comme une plate-forme politique fiable pour le militarisme espagnol. Depuis sa fondation, Podemos a créé des cellules dans l'armée et a fait un effort explicite pour articuler ses principales revendications. L'ancien chef d'état-major de la Défense, Julio Rodríguez Fernández, a été candidat de Podemos lors des récentes élections législatives et est le secrétaire général de Podemos dans la municipalité de Madrid, où il sera le principal candidat du parti aux élections de l'année prochaine.

Alejandro López

Article paru en anglais, WSWs, le 8 février 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Alejandro López](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2018

Articles Par : [Alejandro López](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

